



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Maître d'Ouvrage : Voies navigables de France

Conducteur d'opération : Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'ouvrage – Unité Opérationnelle de Dijon

Représentant du Pouvoir adjudicateur par délégation :
Monsieur le Directeur de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage

Objet du marché :

Mission de contrôle extérieur et d'assistance à la maîtrise d'ouvrage en phase études (AVP, PRO et ACT) relatif au projet de démolition et reconstruction des barrages de Villeperrot (89), Champfleury (89), Barbey (77) et La Brosse (77)

TABLE DES MATIERES

Table des matières	2
ARTICLE 1 – OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1.1 Objet du marché.....	3
1.2 Caractéristiques des opérations	3
1.2.1 Contexte général.....	3
1.2.2 Déroulement de la phase conception de MOE sur les barrages concernés.....	3
1.3 Présentation des sites	4
1.3.1 Le barrage de Villeperrot.....	4
1.3.2 Le barrage de Champfleury.....	5
1.3.3 Le barrage de Barbey	5
1.3.4 Le barrage de La Brosse.....	6
1.4 Planning prévisionnel	7
1.5 Contenu des prestations attendues.....	7
1.6 Contenu de la prestation de l'assistance à maîtrise d'ouvrage	9
1.7 Tranches.....	9
1.8 Représentation du pouvoir adjudicateur	9
1.9 Les intervenants.....	9
1.9.1 1.9.1 Maîtrises d'œuvre.....	9
1.9.2 1.9.2 Coordinations en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)	10
ARTICLE 2 – INTERVENTION DU CONTRÔLE EXTÉRIEUR	11
1.10 Phase d'intervention.....	11
1.11 2.2 Forme des rendus	12
1.12 2.4 Durée du marché	Erreur ! Signet non défini.
1.13 2.5 Achèvement de la mission.....	13
ARTICLE 3 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DE LA MISSION	13
1.14 3.1 Conditions générales d'exécution.....	13
1.15 3.2 Réalisation du contrôle de manière intégrée :.....	13
1.16 3.3 Responsable technique.....	13
ARTICLE 4 – COMPÉTENCES.....	14
ARTICLE 5 – RÉFÉRENTIEL TECHNIQUE	14

1 OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet une mission de contrôle extérieur et d'assistance à la maîtrise d'ouvrage en phase études (AVP, PRO et ACT) relatif au projet de démolition et reconstruction des barrages de **Villeperrot, Champfleury, Barbey et La Brosse**.

1.2 Caractéristiques des opérations

1.2.1 Contexte général

Voies Navigables de France (VNF) a lancé une démarche de réhabilitation des barrages manuels situés sur la rivière Yonne, par la création de barrages automatisés sur le secteur navigable de l'Yonne.

Le projet prévoit pour chacun des 25 sites concernés :

- La démolition et la reconstruction du barrage ;
- L'aménagement d'un dispositif de franchissement piscicole au droit du nouvel ouvrage ;
- La construction d'un bâtiment de commande.

La reconstruction progressive des barrages est organisée par groupe d'ouvrages, priorisés selon leur dangerosité, leur pénibilité d'exploitation et leur état fonctionnel.

Le rétablissement de la continuité piscicole sur la rivière l'Yonne concourt à l'atteinte des objectifs de la Directive cadre européenne sur l'eau (2000). Il participe également à la réalisation de l'orientation 15 (Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques continentaux et littoraux ainsi que la biodiversité) et 16 (Assurer la continuité écologique pour atteindre les objectifs environnementaux des masses d'eau) du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Seine-Normandie (2010).

1.2.2 Déroulement de la phase conception de MOE sur les barrages concernés

La présente consultation concerne les quatre barrages précités, répartis en 2 groupes :

▪ **Groupe 0 : barrages de Villeperrot et Champfleury**

Ces 2 barrages ont déjà fait l'objet en 2018 d'une mission de MOE, pour des études préliminaires et des AVP. Les dossiers d'AVP n'ont pas été formellement approuvés par VNF et ont fait l'objet de remarques de la part des services de l'État (DRIEAT, OFB) et de la part du contrôle extérieur (ISL) précédemment désigné. L'ensemble des contrats a finalement été rejeté.

Le nouveau marché de MOE intègre pour ce groupe une appropriation des précédentes études AVP, dont le but est de mettre en avant les éventuels points d'amélioration des AVP et les éventuelles investigations complémentaires devant être lancées, conformément aux programmes d'opération remis à jour en 2024 par l'AMO.

Ces différents éléments seront pris en compte dans les études de niveau PRO et pour l'assistance à passation des marchés de travaux ACT.

▪ Groupe 1 : barrages de Barbey et La Brosse

Les missions AVP et PRO de ce groupe s'appuient sur les programmes d'opération conçus par l'AMO en charge d'étudier la faisabilité et la programmation des barrages manuels reconstruits.

La mission d'assistance pour la passation des marchés de travaux (ACT) qui suivra prendra en compte les choix de conception retenus.

1.3 Présentation des sites

1.3.1 Le barrage de Villeperrot

Le barrage de Villeperrot, situé sur l'Yonne, sur les communes de Cuy et de Villeperrot, dans le département de l'Yonne (89) a été construit dans les années 1860.

Sa fonction principale est de réguler le niveau de la rivière Yonne, et de permettre la navigation par l'écluse accolée aux dimensions utiles de 91,05 m x 17 m.

Le site du barrage déversoir comprend :

- Un barrage-déversoir constitué d'une partie moderne en béton comprenant 3 passes de 16,85 m et une seconde partie plus ancienne de 32,50 m équipée de hausses à bascule ;
- Une passerelle.



Données cartographiques : © IGN



Figure 1 - Barrage de Villeperrot (89)

1.3.2 Le barrage de Champfleury

Le barrage de Champfleury, situé sur l'Yonne, sur le territoire de la commune de Michery dans le département de l'Yonne (89) a été construit dans les années 1860.

Sa fonction principale est de réguler le niveau de la rivière Yonne, et de permettre la navigation par l'écluse accolée aux dimensions utiles de 118 m x 16,20 m.

Le site actuel comprend :

- Un barrage composé d'une partie moderne en béton comprenant 2 passes à clapet de 16,75 m et d'une seconde partie plus ancienne de 60 m équipée de hausses à chaînes séparées par deux piles béton ;
- Un franchissement piscicole non fonctionnel, intégré dans la pile n°3 ;
- Une passerelle.
-



Figure 2 - Barrage de Champfleury (89)

1.3.3 Le barrage de Barbey

Le barrage de Barbey se situe sur la rivière Yonne dans la commune de Barbey (77130), au PK 96,190, à l'amont du barrage de la Brosse. Sa construction date de 1865. Ses abords sont constitués principalement de zones agricoles.

La fonction principale du barrage est de réguler le niveau de la rivière Yonne, et de permettre la navigation par l'écluse accolée aux dimensions utiles de 94 m x 10,50 m.

Le site actuel comprend :

- Un barrage composé d'une partie moderne en béton comprenant 2 passes à clapet de 16,80 m chacune, et d'une seconde partie plus ancienne de 54,65 m équipé d'un déversoir de 39 hausses à chaînes ;
- Une passerelle.

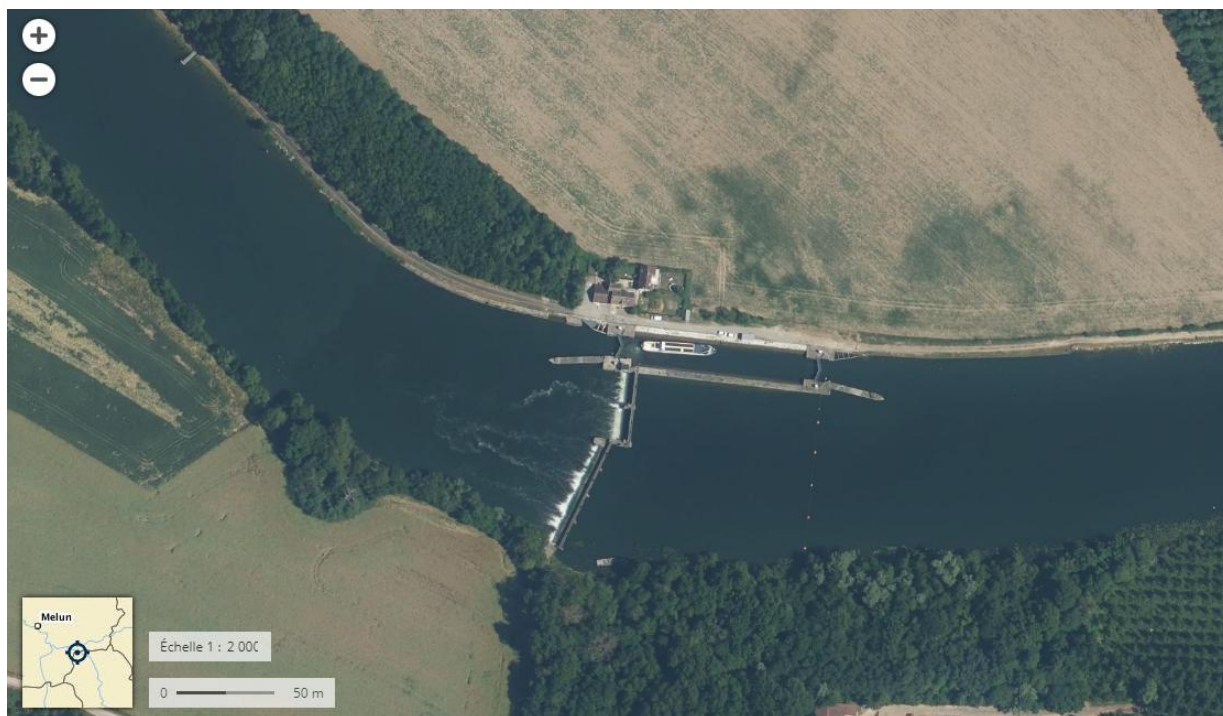


Figure 3 - Barrage de Barbey (77)

1.3.4 Le barrage de La Brosse

Le barrage de La Brosse se situe sur la rivière Yonne entre les communes de Cannes-Écluse (71130) et Marolles-sur-Seine (71130), au PK 100,623, à l'aval du barrage de Barbey. Sa construction date de 1865. Ses abords sont constitués principalement de zones agricoles, de marais et de lacs. La Réserve naturelle régionale des Seiglats est très proche, localisée dans l'anse de l'Yonne au nord-ouest du barrage.

La fonction principale du barrage est de réguler le niveau de la rivière Yonne, et de permettre la navigation par l'écluse accolée aux dimensions utiles de 92 m x 10,50 m.

Le site actuel comprend :

- Un barrage composé d'une partie moderne en béton comprenant 2 passes à clapet de 16,85 m chacune, d'une seconde partie d'un déversoir à vanne toit de 44,35 m, puis d'un déversoir de 14,85 m constitué de 11 hausses Pasqueau ;
- Une passerelle.



Figure 4 - Barrage de La Brosse (77)

1.4 Planning prévisionnel

Le planning prévisionnel des opérations est spécifique à chaque groupe de barrage :

	Groupe 0 Villeperrot / Champfleury	Groupe 1 Barbey / La Brosse
Remise de la note d'appropriation des AVP	Fin mai - Début juin	
Remises des AVP		4 ^{ème} trimestre 2025
Début d'exécution des PRO	3 ^{ème} trimestre 2025	2 ^{ème} trimestre 2026
Début de la mission ACT	2 ^{ème} trimestre 2026	1 ^{er} trimestre 2027
Début des travaux	2 ^{ème} trimestre 2027	2 ^{ème} trimestre 2028

1.5 Contenu des prestations attendues

Le titulaire aura une mission générale de conseil technique pour le Maître d'Ouvrage et sera chargé de donner, à chaque phase d'études, un avis sur la faisabilité technique et financière du projet, les avantages et inconvénients des solutions proposées par le maître d'œuvre et les risques éventuels inhérents aux solutions proposées.

En complément de l'expertise technique attendue dans le cadre de la réalisation des différents avis, le titulaire devra conseiller le maître d'ouvrage sur les meilleures solutions à retenir, en tenant compte des contraintes techniques, administratives et financières.

Le contrôleur extérieur donnera également un avis sur le planning de l'opération ainsi que sur le phasage de travaux proposé.

Une expertise pointue sur l'ensemble des sujets liés au programme de l'opération est donc attendue de la part du titulaire.

La mission de conseil rendue au sein des avis comprendra une analyse des risques encourus par le maître d'ouvrage, ce dernier pouvant soit endosser le risque, soit le faire lever sur le champ ou lors de la phase suivante de maîtrise d'œuvre.

Ces prestations sont réputées incluses dans le prix unitaire de chaque phase.

En cas de problème ponctuel, notamment liés ou remettant en cause la conception, le Maître d'Ouvrage pourra se faire assister par le prestataire.

Le contenu des missions de contrôle extérieur visera essentiellement à garantir la qualité technique des projets afin de :

- Permettre à VNF de disposer d'éléments de décision sur le projet, et notamment d'évaluer les inconvénients et risques inhérents aux solutions techniques proposées ;
- Permettre la poursuite des études avec ou sans modifications.

Le contrôle porte notamment sur :

- Vérification des données d'entrée (exhaustivité et cohérence).
- Vérification des hypothèses prises en compte : exactes, réalistes et conformes aux règles de l'art.
- Vérification de la méthodologie des études et des méthodes de calcul : respect des règles de l'art, des règlements et normes techniques ainsi que des règles de sécurité.
- Etablissement éventuels de contre-modèles numériques pour valider les études d'exécution.
- Proposition de solutions variantes présentant un intérêt technique, financier, ou de réduction des délais.
- Vérification et validation des estimations financières.
- Vérification et cohérence du planning d'opération et du phasage des travaux proposé en phases AVP, PRO, DCE.
- Réalisation d'avis en phase travaux lors de demande expresse du maître d'ouvrage en cas de modification du projet ou de difficulté particulière

Le contrôle ne porte pas sur :

- les aspects architecturaux et d'intégration dans le paysage ;
- les aspects sécurité relevant de la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et son décret d'application 94-1159 du 26 décembre 1994, relatifs à la sécurité et à la santé des travailleurs. Les

prescriptions du Coordonnateur Sécurité et de Prévention de la santé devront toutefois être considérées dans les avis ;

- l'évaluation socio-économique du projet ;
- la conformité juridique autre que les aspects techniques,
- la phase travaux, sauf demande expresse du maître d'ouvrage en cas de modification du projet ou de difficulté particulière.

En effet, pour ces contrôles, le Maître d'ouvrage fera appel, le cas échéant, à d'autres prestataires spécialisés.

Par ailleurs, le contrôle ne comprend pas la réalisation de prélèvements, de sondages, d'essais, ou de mesures in situ qui seront réalisés en dehors du présent marché. L'intégration des résultats de ces essais seront en revanche à intégrer comme données dans le contrôle.

1.6 Contenu de la prestation de l'assistance à maîtrise d'ouvrage

Pour chaque élément de mission du MOE (AVP, PRO, DCE), le titulaire réalisera un contrôle extérieur des productions du maître d'œuvre qui feront l'objet d'un rapport tel que décrit au chapitre 3.2 du présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.7 Tranches

Sans objet.

1.8 Représentation du pouvoir adjudicateur

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le directeur de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage (DIMOA) de Voies navigables de France.

La conduite des opérations est assurée par l'unité opérationnelle de la DIMOA basée à Dijon (UOD).

1.9 Les intervenants

1.9.1 Maîtrises d'œuvre

La maîtrise d'œuvre des opérations a été attribuée à des prestataires spécifiques à chaque groupe de barrage :

		MOE ou groupe de MOE
Gr. 0	Barrages de Villeperrot et Champfleury	BRL Ingénierie 1105 Av Pierre Mendès-France BP 94001 30001 Nîmes Cedex 5
Gr. 1	Barrages de Barbey et La Brosse	En cours de désignation

La mission de Maîtrise d'Œuvre comprend les éléments suivants :

Tranche ferme

- **AVP** : Appropriation d'avant-projet (groupe 0) ou Études d'avant-projet (groupe 1),
- **PRO** : Études de Projet des ouvrages,
- **MC1-1** : Mise en place d'une démarche BIM en phase conception
- **MC2** : Établissement des cahiers des charges et suivi des investigations complémentaires éventuelles
- **MC3** : Établissement et suivi des dossiers administratifs et réglementaires
- **MC4-1** : Réduction de l'empreinte écologique / empreinte carbone pendant la phase conception
- **MC6-1** : Bilan d'opération en phase conception (AVP, PRO, ACT)
- **MC9-1** : Élaboration du manuel d'exploitation et de maintenance de l'ouvrage en phase PRO

Tranche optionnelle

- **ACT** : Assistance au Maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux,
- **VISA** : Examen de la conformité au projet et visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs,
- **DET** : Direction de l'exécution des travaux,
- **OPC** : Ordonnancement – coordination -pilotage du chantier
- **AOR** : Assistance au Maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement.
- **MC1-2** : Mise en place d'une démarche BIM en phase travaux
- **MC2** : Établissement des cahiers des charges et suivi des investigations complémentaires éventuelles
- **MC3** : Établissement et suivi des dossiers administratifs et réglementaires
- **MC4-2** : Réduction de l'empreinte écologique / empreinte carbone en phase chantier
- **MC6-2** : Bilan d'opération en phase travaux
- **MC9-2** : Élaboration du manuel d'exploitation et de maintenance de l'ouvrage en phase AOR
- **MC10** : Suivi du bon fonctionnement du barrage

1.9.2 Coordonnations en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

- Pour le groupe 0 (barrages de Villeperrot et Champfleury), la mission de coordination en matière de SPS, aussi désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS », sera assurée par la **société SOCOTEC**.
- Pour le groupe 1 (barrages de Barbey et La Brosse), le recrutement du coordonnateur SPS est en cours.

2 INTERVENTION DU CONTRÔLE EXTÉRIEUR

2.1 Phase d'intervention

Les missions de contrôle extérieur s'effectueront sur les phases de conception et de passation des marchés de travaux et ponctuellement durant la phase de réalisation :

- Avant-Projet (AVP) ou appropriation d'Avant-Projet,
- Projet (PRO),
- Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT),
- Interventions ponctuelles en phase études d'exécution et chantier (VISA / DET) en cas de modification du projet ou de difficulté particulière.

Pour chaque phase de maîtrise d'œuvre, les missions de conseil et d'expertise minimales suivantes sont attendues de la part du titulaire (liste non exhaustive) :

Phase de maîtrise d'œuvre	Prestations de conseil et vérifications attendues
AVP ou Appropriation AVP	Avis technique sur les solutions proposées, leur faisabilité, leur conformité réglementaire Avis sur l'analyse multicritère Avis sur les études complémentaires géotechniques, hydrauliques... Avis sur les estimations financières (investissement, exploitation, maintenance) Avis sur le phasage et planning Avis sur la pertinence de la liste des précisions apportées au programme par l'AVP établi par le MOE
PRO	Avis technique sur la solution proposée, sa conformité réglementaire Avis sur les études complémentaires géotechniques, hydrauliques... Avis sur les estimations financières (investissement, exploitation, maintenance) Avis sur les avant-métrés Avis sur le phasage et planning Avis sur la conformité du PRO au dossier d'autorisation environnementale Avis sur les propositions d'allotissement Avis sur la pertinence de la liste des adaptations apportées à l'AVP par le PRO
ACT (phase DCE)	Avis sur l'allotissement et le découpage en tranches Avis sur l'ouverture à variantes Avis sur la conformité du DCE au dossier d'autorisation environnementale Avis sur la conformité du DCE au programme arrêté à l'issue des études PRO (y compris aspect financier) Avis sur les exigences qualité (contrôles, points d'arrêts) Avis sur les délais et planning Avis sur les formes de prix, leurs définitions, identification des risques financiers pour le maître d'ouvrage Avis sur les métrés Avis sur les estimations financières
Intervention ponctuelle à la demande	En tant que de besoin : Si problème/conflit entre maître d'œuvre et entreprise ou entre maître d'œuvre et maître d'ouvrage

Phase de maîtrise d'œuvre	Prestations de conseil et vérifications attendues
	Avis sur travaux supplémentaires Avis ponctuel sur étude d'exécution en cas de désaccord entre maître d'œuvre et entreprise Avis sur réserves, levées de réserves Avis sur points réglementaires (dossier d'autorisation environnementale, étude cas par cas, étude d'impact, autres dossiers environnementaux, fonciers, urbanistiques...)

2.2 Forme des rendus

Le prestataire aura à produire un avis au Maître d'ouvrage portant sur des **livrables**, et notamment des dossiers de maîtrise d'œuvre mais également d'autres prestataires extérieurs :

- dossier d'avant-projet (AVP) ou note d'appropriation d'avant-projet ;
- dossier d'études de sols et dossier de Projet (PRO) ;
- dossiers de Consultation des Entreprises (en phase ACT),

Les contrôles pourront aussi ne porter que sur des points très particuliers dans le cadre de l'élaboration d'un dossier : note de calcul, document d'exécution, proposition de variante d'entreprise.

Les avis sur livrables seront élaborés de manière générale en plusieurs étapes :

- un avis provisoire sur une version provisoire du livrable et/ou sur un livrable partiel ;
- des avis itératifs sur les versions modifiées des livrables ;
- un avis définitif sur la version définitive complète du livrable.

Les rapports seront remis sous format informatique compatible avec les outils informatiques du maître d'ouvrage.

Le contrôle est fondé sur la comparaison de l'objet contrôlé à des référentiels reconnus. Toutefois, le titulaire sera chargé d'assurer la veille documentaire : les référentiels peuvent évoluer en cours de marché. Le prestataire devra rester vigilant à la conformité des textes.

Il pourra être demandé au titulaire de contribuer à l'établissement et au renseignement du tableau de suivi de la traçabilité des remarques formulées.

Les avis du Contrôle extérieur pourront prendre la/les forme(s) suivante(s) :

1°) Références des éléments utilisés :

Dossier envoyé, autres documents disponibles, contacts ou visites.

2°) Rappels et descriptions :

Objet du contrôle : poser clairement ses limites. Projet : description des principaux points.

3°) Analyse du prestataire :

Les différents points à aborder successivement :

- Démarche globale et lien avec le programme : objectifs, données, besoins, contraintes, exigences ;
- Aspects techniques généraux : données, choix de la technique, etc. ;
- Aspects techniques détaillés (éventuellement en annexe) ;
- Liste des référentiels utilisés ;
- Planning et réalisation.

L'analyse doit distinguer clairement :

- La description : rappeler essentiellement les éléments utiles à la compréhension du contexte, du projet, et de son argumentation.
- L'évaluation de la qualité technique du projet présenté : formulation des questions qui se posent et des hypothèses, avantages et inconvénients du projet, les incertitudes, les risques, conformité aux normes et règles de l'art, validation des dimensionnements, etc.
- Les propositions : études complémentaires, les manques, etc.

4°) Conclusions :

- Synthèse des contrôles et recommandations.
- Propositions au maître d'ouvrage avec identification des risques techniques, calendaires et financiers.
- Réserves.

Pour chacun des sites (Villeperrot, Champfleury, Barbey et La Brosse), le début de l'examen des éléments de conception est notifié par transmission du document à analyser par mail du chef de projets VNF au titulaire.

2.3 Achèvement de la mission

La fin de mission du présent marché correspond à la date de réception du chantier par le MOA.

3 CONDITIONS D'EXÉCUTION DE LA MISSION

3.1 Conditions générales d'exécution

Les missions de contrôle extérieur ne sont aucunement des missions d'assistance à maîtrise d'œuvre mais relèvent de mission d'Assistance au Maître d'Ouvrage à destination de VNF.

Le prestataire ne pourra pas intervenir en contrôle sur une opération pour laquelle il intervient directement ou indirectement. La mission de contrôle extérieur étant incompatible avec l'exercice de toute activité de conception, d'exécution ou d'expertise sur l'opération objet du contrôle.

3.2 Réalisation du contrôle de manière intégrée :

Afin d'optimiser l'élaboration des dossiers notamment de Maîtrise d'œuvre et les avis du prestataire, il sera mis en place dans toute la mesure du possible un **contrôle intégré**. L'objectif de ce contrôle est d'apporter une assistance au maître d'ouvrage afin de valider en cours d'étude des hypothèses, des options, des choix.

Cela se traduit notamment par :

- Des avis intermédiaires au sein de chaque phase (AVP ou appropriation AVP, PRO, ACT, ...),
- La participation à toutes les réunions nécessaires à la bonne exécution de sa mission ou auxquelles le maître d'ouvrage ou le conducteur d'opération juge sa présence nécessaire.

3.3 Responsable technique

Le contrôleur extérieur présentera **un interlocuteur unique** par opération au maître d'ouvrage.

Il apportera les éléments techniques d'appréciation permettant de faire des choix, d'examiner la recevabilité des méthodes, des procédés mis en œuvre et des matériaux vis-à-vis des textes réglementaires et des règles de l'art.

Si le contrôleur extérieur n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler dans les plus brefs délais au conducteur d'opérations. En particulier, l'absence non signalée de document ne pourra être évoquée comme justifiant un retard dans la remise des pièces prévues au titre de la mission du contrôleur extérieur.

Pour sa part, le conducteur d'opération communiquera au contrôleur extérieur :

- les plannings d'exécution des études (où les points d'arrêts figureront),
- les dossiers établis par le maître d'œuvre,
- les comptes rendus des réunions de coordination.

4 COMPÉTENCES

Pour réaliser les missions de contrôle extérieur sur ce projet, le titulaire du marché aura notamment besoin de s'appuyer sur les compétences telles que :

- Génie civil,
- Génie métallique,
- Géotechnique,
- Hydraulique / Hydrologie / Hydrogéologie,
- Hydromécanique,
- Topographie, Bathymétrie,
- Environnement,
- Sécurité,
- Sécurité des ouvrages hydrauliques (agrément requis au titre de l'article R214-130 du Code de l'environnement),
- Instrumentation de mesure et suivi,
- Terrassement,
- Dragage / Gestion des sédiments,
- Automatismes / Electronique
- Electricité,
- Télécommunication / Télécommande,
- Imagerie-télésurveillance,
- Signalisation / Balisage,
- Eclairage,
- Ventilation.

5 RÉFÉRENTIEL TECHNIQUE

Le contrôle est fondé sur la comparaison de l'objet contrôlé à des référentiels reconnus.

Les référentiels sont constitués notamment par :

- Les textes législatifs et réglementaires, en particulier liés à la sécurité des ouvrages hydrauliques :
 - o **Le décret n° 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques et modifiant le code de l'environnement**

- Le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques constitue la nouvelle réglementation pour la sécurité des ouvrages hydrauliques ;
 - L'arrêté du 6 août 2018 fixant des prescriptions techniques relatives à la sécurité des barrages ;
 - L'arrêté ministériel du 3 septembre 2018 modifiant l'arrêté du 12 juin 2008 définissant le plan de l'étude de dangers des barrages et des digues et en précisant le contenu.
- Les guides et recommandations techniques du Comité Français des Barrages Réservoirs (CFBR) ;
 - La circulaire ministérielle 76-38 du 1er mars 1976 modifiée par la circulaire 95-86 du 6 novembre 1995 relative aux caractéristiques des voies navigables ;
 - Les fascicules du CCTG applicables aux marchés publics de travaux ;
 - Les textes techniques à caractère normatif suivants :
 - Eurocodes ;
 - Normes françaises homologuées ;
 - Règles et prescriptions techniques des DTU ;
 - Avis techniques, agréments européens et appréciations techniques d'expérimentation.
 - Les circulaires internes à VNF ;
 - Les documents techniques du CEREMA (Centre d'Etudes et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement) ex-CETMEF.

Dans le cas d'une note de calcul, la vérification technique consiste à vérifier la pertinence des méthodes utilisées et des ordres de grandeur des résultats. Le contrôleur extérieur pourra avoir recours à des contre modèles numériques qu'il explicitera et argumentera afin de vérifier les notes de calcul.

La vérification technique d'un plan porte sur la cohérence du plan avec les documents techniques associés (données d'entrée, notes de calculs, notes d'études, plans généraux, ...) et sur le respect des normes, des règles de l'art et des règles de sécurité.